



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2025-10-00180 DU 31 OCTOBRE 2025

**portant prescription de mesures d'urgence pour les installations de la société
FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par son liquidateur, implantées sur le
territoire de la commune de Joinville**

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, Livre V – partie réglementaire et partie législative – Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2025-07-00060 du 12 juillet 2025 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2865 du 03 novembre 2009 autorisant la société SWFT à exploiter une installation de nettoyage, d'entretien et de réparation de matériel ferroviaire sur le territoire de la commune de Joinville ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 29 janvier 2016 au bénéfice de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE ;

VU le courrier du 15 mars 2023 de Maître Dechristé, liquidateur judiciaire, informant de la cessation d'activité de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE par le jugement du Tribunal de Commerce de Chaumont du 06 mars 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2024-07-00207 du 29 juillet 2024 portant mise en demeure la société FRANZ KAMINSKI FRANCE de respecter les dispositions de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement en matière de cessation d'activité pour le site exploité sur le territoire de la commune de Joinville ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 26 juillet 2023 faisant suite à la visite du 11 juillet 2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 10 septembre 2025 faisant suite à la visite du 26 août 2025 ;

VU les constats de l'inspection des installations classées lors de la visite du 29 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que, le 26 août 2025, l'inspection des installations classées a constaté un remplissage des fosses par des eaux chargées en hydrocarbures et autres produits présents sur site ;

CONSIDÉRANT que, le 29 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que :

- la citerne présente au droit de l'ancienne station de lavage contenant des résidus d'hydrocarbures ou autres produits assimilés est ouverte à son sommet, l'exposant aux intempéries ;
- les vannes situées au bas de cette citerne sont détériorées et ne permettent pas d'assurer l'étanchéité de la citerne ;
- les fosses présentes au droit de l'ancienne station de lavage contiennent une quantité importante (a minima 15 à 20 m³) d'eaux chargées en hydrocarbures et autres produits présents sur site ;
- ces fosses exposées aux intempéries menacent de déborder dans la Marne située à proximité immédiate ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire et urgent d'engager des mesures visant à protéger les intérêts relevés dans l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-20 du Code de l'environnement dispose notamment « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente* » ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 : Domaine d'application

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement autorisées par l'arrêté préfectoral n°2865 du 03 novembre 2009 modifié et exploitées sur le territoire de la commune de Joinville par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par son liquidateur, désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

Article 2 : Mesures d'urgence à mettre en œuvre

Immédiatement, l'exploitant :

- réalise le pompage intégral des eaux souillées présentes dans les fosses de l'ancienne station de lavage ;
- met en place, dans l'attente (1) des mesures de gestion de la citerne à l'origine de la présence de ces eaux souillées et (2) du curage/nettoyage des fosses, un contrôle visuel périodique (a minima tous les 2 jours) desdites fosses de cette ancienne station. En cas de nouveau remplissage de ces fosses, notamment par les eaux météoriques, un pompage préventif des eaux souillées présentes est à nouveau réalisé.

Sous 3 semaines à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant procède à l'évacuation de la citerne présente au droit de l'ancienne station de lavage.

En cas d'impossibilité de mettre en œuvre le point précédent, l'exploitant met en place une protection de la citerne afin qu'elle ne soit plus exposée aux intempéries et réalise les travaux permettant de s'assurer de son étanchéité.

Sous un mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant procède au curage de toutes les fosses de l'ancienne station de lavage.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant, la société FRANZ KAMINSKI FRANCE et son liquidateur.

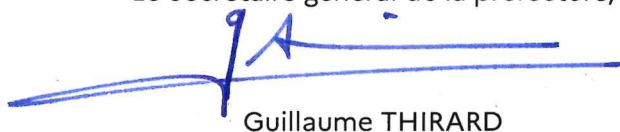
Il est affiché à la mairie de Joinville pendant une durée minimum d'un mois et peut y être consulté.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Marne pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.